

Point sur la perception du Captage et Stockage du Carbone en France

Gilles Mardon¹, Minh Ha-Duong²

2010-04-30

Introduction

Quelle est la notoriété du stockage géologique du CO₂, auprès des Français, comment cette technologie est-elle comprise, quel est le degré d'adhésion concernant son emploi dans la lutte contre le changement climatique, et quelle est la sensibilité relative à ses risques ?

Avec l'aide de la Chaire CTSC et de l'ADEME, le Centre International de Recherches sur l'Environnement et le Développement (CIRED, CNRS) a récemment réalisé une étude sur ces questions. Elle actualise les résultats d'une précédente enquête administrée en 2007 auprès d'un échantillon national de 1060 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus, interrogées en face à face à leur domicile par le réseau des enquêteurs TNS Sofres.

Ce dossier expose, en exclusivité, les résultats de cette seconde enquête sur le CSC, en les rapprochant d'une mesure du déploiement du thème dans la presse nationale.

Une meilleure connaissance

L'enquête avait permis, en 2007, de mesurer l'ampleur de la prise de conscience face au changement climatique. Aujourd'hui, même s'il reste prégnant dans l'urgence perçue à agir, le consensus autour des enjeux environnementaux paraît subir l'impact des récentes polémiques sur le GIEC.

Également bouleversé cette année par la crise économique et notamment de la baisse du pouvoir d'achat, ce consensus semble légèrement s'affaiblir au profit du développement économique, dès lors que ces priorités sont proposées en concurrence.

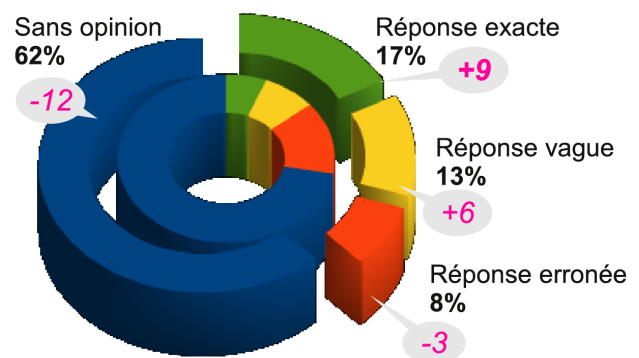
62% des Français estiment ainsi qu'il faut agir face à la gravité du changement climatique, soit 17 points de moins qu'il y a trois ans. Et 67% estiment que « la priorité doit être donnée à la protection de l'environnement » au détriment de l'économie, soit 11 points de moins.

Par ailleurs, la connaissance des solutions utiles pour la protection de l'environnement est encore partielle et surtout très diverse selon les technologies alternatives

proposées. Les Français semblent davantage connaître les énergies alternatives (solaires, éoliennes, nucléaires), les solutions issues du quotidien (appareils électroménagers économes en énergie) et les avancées technologiques proposées par le secteur automobile (moteurs hybrides et à hydrogène) que des solutions technologiques globales comme l'énergie de la biomasse, la séquestration du carbone par les forêts, le stockage géologique ou encore la fertilisation des océans par le fer.

Parmi ces solutions, le stockage géologique du CO₂ semble nettement mieux connu qu'il y a trois ans :

Selon vous, en quoi consiste le stockage géologique du CO₂ ?



L'expression « stockage géologique du CO₂ » est désormais reconnue par 1/3 des Français et 17% d'entre eux peuvent en rapporter une définition exacte.

Des taux d'approbation inchangés

Comme en 2007, l'opinion de prime abord majoritairement favorable à la technologie CSC tend à se rétracter une fois avertie des conséquences adverses potentielles de son utilisation. 57% des Français sont ainsi a priori favorables à son utilisation, pour n'être que 37% après l'exposé des risques.

De ce fait, 41% d'entre eux considèrent que le stockage peut « nuire au développement d'autres énergies moins polluantes » face à 31% qui pensent le contraire, et 28% qui ne se prononcent pas.

¹ Ingénieur d'études, CIRED, CNRS. mardon@centre-cired.fr

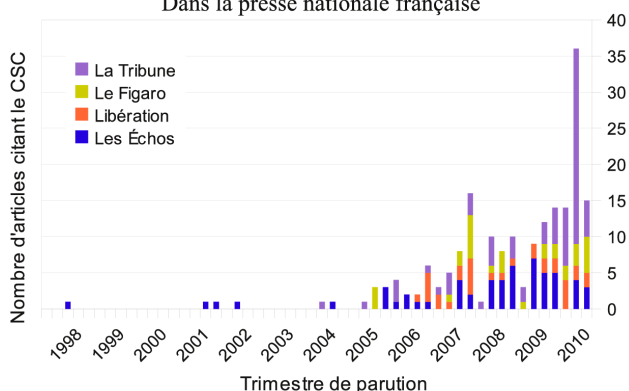
² Directeur de recherche, CIRED, CNRS.

Éprouvée par l'incertitude, l'opinion paraît encore inconstante et perplexe. Un important travail de pédagogie et d'accompagnement autour de la définition du terme, de la technologie qu'il recouvre et des risques liés à son utilisation pourrait répondre aux interrogations et déconstruire certaines idées fausses ou doutes trompeurs, et réduire les indécisions.

Un décollage dans la presse

Pour mieux mesurer les sources de cette notoriété croissante, nous avons tracé l'empreinte médiatique du thème à partir d'une recension exhaustive des articles parlant du CSC dans les archives en ligne de quatre quotidiens de la presse nationale française. Deux de ces quotidiens sont généralistes : Le Figaro et Libération, et deux sont spécialisés vers l'actualité économique et financière : Les Echos et La Tribune.

Extension du sujet Captage et Stockage du Carbone (CSC)
Dans la presse nationale française



On distingue trois grandes périodes :

- Aucune mention du sujet n'apparaît avant 1997. Les années 92-97 correspondent à la période de gestation du protocole de Kyoto.
- Entre 1997 et 2004 le sujet est resté absent de la presse grand public analysée, et à peine abordé par la presse économique. Les quatre articles sporadiquement parus en 1997 et 2001 dans Les Echos concernent l'option spéculative du stockage au fond des océans, ou encore la mise en balance de la séquestration du CO₂ et de la voie hydrogène. C'est fin 2003/début 2004 que le CSC devient un sujet spécifique : La Tribune expose directement l'enjeu

de la séquestration géologique au regard du climat, Les Echos annoncent le lancement du programme CASTOR.

- Le thème n'a commencé à émerger qu'à partir de 2005. Les articles sur le CSC restent encore loin d'être quotidiens, typiquement moins qu'une demi douzaine de mentions par trimestre pour chaque journal. La corrélation entre les sources peut s'expliquer par une logique de suivi de l'actualité. La croissance du nombre d'articles est réelle mais pas explosive, ni même régulière.

En dehors des spécificités propres aux différents organes de presse, le profil de cumul fait ressortir deux pics, au premier semestre 2007 puis au second semestre 2009. Le premier pic amorçant sa progression en 2006 après la sortie du rapport spécial du GIEC sur le CSC fin 2005 et avec le lancement officiel du CSC en Europe. L'intérêt journalistique du CSC dépasse la nouveauté de la technologie : c'est la période des premiers engagements industriels.

Le second pic d'actualité cumule l'actualité sociale d'Arcelor-Mittal en Lorraine, l'épisode mouvementé de Copenhague axé sur la réduction des émissions de CO₂, le développement du marché international du carbone auquel le CSC est lié, à un regain d'intérêt pour le charbon comme source d'énergie primaire, et parfois la position pro-CCS de la personnalité médiatique C. Allègre. On note un intérêt particulier de La Tribune, qui a développé l'angle financier, et publié un « chat » avec François Moisan, président du Club CO₂. Le pic de fin 2009, lié à Copenhague, est suivi par les inaugurations en tout début de 2010 d'opérations-pilotes de CSC par TOTAL à Lacq et par Alstom aux États-Unis qui sont mises en avant comme des premières mondiales. Au premier trimestre 2010, la courbe de cumul apparaît redescendre aux niveaux du premier semestre 2009, l'avant Copenhague.

Conclusion

En conclusion, entre 2007 et 2010 la notoriété du CSC auprès des français a très sensiblement progressé, mais le niveau d'adhésion a peu varié. L'empreinte médiatique du sujet, quasi nulle avant 2005, reste limitée. Avec l'inauguration du pilote intégré de Lacq et les autres projets de démonstration, l'année 2010 en France pourrait voir l'actualité s'orienter davantage vers des réalités de « terrain ».